

Hillary Clinton, retour à un interventionnisme musclé ?

Plus proche d'Israël, plus proche de l'Arabie saoudite

[Orient XXI](#) > [Magazine](#) > [Sylvain Cypel](#) > 26 juillet 2016

La convention démocrate s'apprête à désigner Hillary Clinton comme candidate à l'élection présidentielle de novembre 2016. Son parcours comme secrétaire d'État comme ses déclarations de politique internationale laissent prévoir le retour à un interventionnisme plus musclé au Proche-Orient, fondé sur une alliance avec l'Arabie saoudite et Israël.

À la mi-janvier 2011, l'administration Obama est engagée dans un débat de fond urgent. Depuis deux semaines au Caire, la foule se masse chaque jour plus nombreuse sur la place Tahrir, demandant le départ du potentat égyptien Hosni Moubarak. À la Maison Blanche, la « jeune garde » du Conseil de sécurité nationale — Samantha Powers, Ben Rhodes, Denis McDonough — pousse le président américain à prendre publiquement parti en faveur des « forces du changement ». Secrétaire d'État, Hillary Clinton, raconte le chroniqueur américain James Traub, prend pour des naïfs ces représentants de la tendance démocrate « interventionniste » en politique étrangère sur les enjeux de droits humains (la plupart soutiendront plus tard une action armée américaine en Syrie). Surtout, elle juge que la chute du régime du président Hosni Moubarak — elle est proche de lui, et plus encore de sa femme — enverrait un très mauvais signal aux alliés des États-Unis, d'abord Israël (Benyamin Nétanyahou avait déclaré que la seule option consistait à soutenir sans faille Moubarak) et aussi l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe. Le 28 janvier, dans l'émission télévisée américaine « Meet the Press », elle se lâche : seul Moubarak, clame-t-elle, est capable de mener une « *transition pacifique et ordonnée vers une réelle démocratie* »¹. Sur ce point, elle bénéficie du soutien de deux figures qui comptent : le secrétaire à la défense, le républicain Robert Gates, et le vice-président Joe Biden. Pourtant, Barack Obama va trancher en sa défaveur. Le lendemain, il annonce publiquement que pour lui, la transition, c'est « *tout de suite* ». Dix jours plus tard, sous la pression populaire, Moubarak quitte le pouvoir.

Une conservatrice chez les démocrates

Hillary Clinton, la femme qui a cru possible d'arrêter le cours du temps, va être intronisée candidate démocrate à la présidence des États-Unis. Et tous les sondages à ce jour indiquent qu'elle a de très fortes chances d'accéder à la Maison Blanche², dans une conjoncture où le monde extérieur apparaît aux Américains plus dangereux, chaotique et incompréhensible que jamais. Sa conduite durant le « printemps arabe » en Égypte présage-t-elle de ce que serait sa politique proche-orientale une fois élue ? Dans ses Mémoires, *Le temps des décisions* (Fayard, 2014), elle ne cache pas qu'à ses yeux l'aboutissement du « printemps » égyptien lui a donné raison : la chute de Moubarak a conduit à une dictature plus sévère que celle du vieux despote. De fait, elle récuse l'idée que son retrait était inéluctable. Certes, son attitude à l'époque a pu être la conséquence d'une estimation erronée de ses services diplomatiques en Égypte. Mais sur le fond, vu le débat alors en cours à la Maison Blanche, elle y est apparue comme la tenante de la ligne la plus conservatrice, à la fois en termes de prise de risques et d'engagement politique.

Ce conservatisme, que certains vont jusqu'à qualifier de « néoconservatisme », constitue la principale critique de la gauche démocrate à son égard. Dans un article important intitulé

« [La doctrine Obama](#) », le chroniqueur américain Jeffrey Goldberg avait en avril 2016 décrit le mépris qu'affiche Barack Obama pour les tenants du *Washington playbook*, ce « guide » non officiel qui réunit la grande majorité des élites de la capitale américaine spécialistes de politique internationale, et duquel le président dit se méfier. Ce qu'il récuse, c'est que ce guide, dans toute circonstance conflictuelle, tend à privilégier en premier lieu l'usage de la force : la pression diplomatique plutôt que la recherche du compromis et la menace potentielle ou l'usage actif des armes si nécessaire. Or, à l'évidence, Hillary Clinton incarne cet establishment qui réunit le complexe militaro-industriel et des think tanks tels que le Council on Foreign Relations (CFR), la Brookings Institution ou encore le Center for Strategic and International Studies (CSIS), dont les passerelles qui relient leurs membres à l'administration expliquent l'influence qu'ils ont.

Un « gendarme du monde » ?

Dans une récente chronique, l'économiste Jeffrey Sachs³ définit ainsi les propensions fondamentales de la candidate démocrate : « *elle est intoxiquée au pouvoir américain* ». Chaque fois qu'elle a eu à se prononcer sur l'usage de la force, contre la Serbie de Slobodan Milosevic en 1999, contre Saddam Hussein en 2003, Mouammar Kadhafi en 2011 et Bachar Al-Assad en 2012-2013, elle a répondu oui. Avec, au moins [dans les cas de l'Irak et de la Libye, des conséquences désastreuses](#).

Deuxièmement : elle est emplie de l'idée que « *l'Amérique et seule l'Amérique doit diriger* » le monde, et de l'arrogance qui accompagne cet « *exceptionnalisme américain* ». Pour résumer, écrit cet économiste international devenu un militant actif de la cause écologique, « *Clinton accuse à juste titre Trump d'être imprévisible, mais elle est, à l'inverse, dangereusement prévisible* ». Clinton présidente, craint-il, les États-Unis reviendront à la vision classique des relations internationales, celle du « *guide washingtonien* ». James Traub modère le propos, mais au fond il abonde dans le même sens. L'agenda politique d'Hillary Clinton n'est pas fondamentalement différent de celui d'Obama, écrit-il, mais « *la manière dont elle envisage les relations entre États ressemble à celle d'un Kissinger* », incarnation dudit « réalisme » politique.

De son côté, Elizabeth Shakman Hurd, politiste à l'université Northwestern, près de Chicago, craint que l'accès d'Hillary Clinton à la Maison Blanche se traduise par de nouvelles guerres américaines au Proche-Orient. Clinton, juge-t-elle, n'a « *jamais reconnu les limites de la capacité des États-Unis à transformer le monde à l'aune de ses intérêts* »⁴. Elle n'a pas plus fait un bilan de ses positions, ni sur [l'Irak](#) (sénatrice démocrate, elle vota la guerre lancée par George W. Bush en 2003), ni sur la Libye. Sa politique libyenne — elle s'est démenée pour convaincre un état-major américain réticent à s'engager dans l'opération sur Benghazi, avec les funestes suites que l'on connaît — démontre une fois de plus sa soumission au guide washingtonien. La professeure rappelle que Joe Biden, le vice-président, hostile à une participation américaine au renversement de Kadhafi, avait dit qu'avant de s'engager dans une guerre, il fallait « *penser non pas au jour d'après, mais à la décennie qui suit* ».

Une vision étroite des intérêts américains

Un rapide tour d'horizon de l'attitude d'Hillary Clinton durant ses années à la tête du département d'État (2009-2013) montre une femme dominée par une vision étroite de l'intérêt américain qui, écrit encore Traub, « *plus qu'à l'efficacité réelle de la menace, croit à sa valeur d'exemple* ». C'est le motif pour lequel elle a vivement critiqué le président Obama après que celui-ci eut renoncé à frapper la Syrie, en août 2013, une fois que Damas eut

franchi les « lignes rouges » qu'il avait énoncées, à savoir l'utilisation d'armes chimiques. Selon ses proches, Clinton aurait réagi avec virulence : « *Si on dit qu'on va frapper, alors on n'a plus le choix : il faut le faire* ». Pour Obama, frapper n'aurait rien résolu, fors l'honneur, et vraisemblablement contribué à aggraver plus encore la tragédie syrienne, si c'était encore possible.

Ce n'était pas la première fois qu'Obama et sa secrétaire d'État divergeaient. Le premier accroc entre eux était intervenu sur l'Afghanistan, dès 2009, lorsque les généraux américains sur le terrain exigèrent 40 000 soldats supplémentaires. Face à un Obama réticent, Clinton se montra la plus enthousiaste dans le soutien au « plan anti-insurrectionnel » des généraux. Dans ses Mémoires, elle explique avoir estimé que les talibans ne négocieraient jamais tant qu'ils resteraient en position de force. Il fallait donc les vaincre ou les affaiblir suffisamment avant de penser plus loin. Le guide washingtonien, toujours. « *Rétrospectivement, les généraux ont amplement surestimé la capacité de l'Amérique de faire de l'Afghanistan un pays autosuffisant, tant politiquement que militairement. Les instincts d'Obama étaient bons, comme ils l'avaient été en Irak. Clinton avait tort, comme elle a eu tort sur l'Irak* », écrit Traub.

Son attitude sur [la négociation avec Téhéran](#) sur l'arrêt de son programme nucléaire militaire sera constamment marquée par un grand scepticisme et une propension à multiplier les obstacles pour signer un accord. Dans ses mémoires, elle soutient la signature de l'accord, mais insiste essentiellement sur le rôle joué par la [multiplication des sanctions](#) pour amener Téhéran à résipiscence, quand Obama, de son côté, n'a cessé de considérer qu'au-delà des sanctions, il fallait accepter des concessions mutuelles pour parvenir à un accord. Obama, poursuit Traub, « *était disposé à aider les Iraniens à sauver la face, parce qu'il comprenait qu'ils en avaient besoin. Il comprenait qu'eux aussi ont une histoire et une politique, et il a toujours été sceptique quant à la possibilité de les faire reculer juste en montrant les crocs* ». Bref, encore une fois, Clinton exprimait, sur l'Iran, le point de vue du « Washington playbook » ; Obama s'en émancipait.

Riyad plutôt que Téhéran

Secrétaire d'État du premier mandat Obama, Hillary Clinton avait, en 2010, nommé Robert Kagan, l'un des plus brillants idéologues du néoconservatisme, dans son Foreign Affairs Policy Board, un groupe de conseillers extérieurs à son ministère. Présidente, suivra-t-elle son idéologie ? Plus important peut-être, et plus indicatif de ce que serait sa politique une fois élue, elle ne partage par exemple pas le point de vue de Barack Obama sur le rapport général à Téhéran. L'actuel président américain considère l'Iran comme un acteur incontournable pour stabiliser le Proche-Orient. Pour Hillary Clinton, les partenaires privilégiés (hormis Israël) restent l'Arabie saoudite, leader du monde sunnite, et l'Égypte. En novembre 2015, elle insistait dans une intervention à la Brookings Institution pour maintenir une distanciation radicale avec Téhéran, déclarant : « *Je ne vois pas l'Iran comme notre partenaire dans la mise en œuvre de cet accord. L'Iran est l'objet de l'accord* »⁵. De quoi ravir Riyad. D'ailleurs, sur la chaîne saoudienne Al-Arabiya, Hillary Clinton est particulièrement bien traitée. Joyce Karam, correspondante à Washington du journal saoudien de Londres *Al-Hayat*, y explique qu'on peut s'attendre à ce qu'une accession au pouvoir d'Hillary Clinton mette fin à la situation actuelle, où « *pas un seul dirigeant moyen-oriental n'entretient une relation proche avec la Maison Blanche* »⁶. Fidèle à son « pragmatisme », Clinton, espère-t-elle, devrait beaucoup plus cultiver les « relations personnelles » avec les dirigeants de la région.

Ouvertement proche de l'Aipac

Puisqu'on est dans le *wishfull thinking*, la chroniqueuse d'*Al-Hayat* pronostique que Clinton cherchera à renouer plus fermement une relation désormais partiellement distendue avec le monde arabe sunnite, se montrant « *plus agressive* » qu'Obama vis-à-vis de « *la Russie et de l'Iran* », et allant jusqu'à « *ressusciter l'initiative de paix* » de la Ligue arabe de 2002 concernant le conflit israélo-palestinien. Portée par l'Arabie saoudite, cette initiative, ignorée à l'époque par Israël, lui proposait une paix globale avec le monde arabe contre un retrait total des territoires palestiniens occupés depuis 1967. Sur ce plan, les attentes israéliennes ne sont pas précisément les mêmes. Or, Hillary Clinton est toujours apparue comme une des dirigeantes démocrates les plus proches de [l'American Israel Public Affairs Committee \(Aipac\)](#), le lobby pro-israélien à Washington. Elle a toujours tenu les Palestiniens pour responsables de l'échec des négociations de paix. Elle s'est prononcée en faveur d'une série d'exigences israéliennes supplémentaires (la reconnaissance par l'Organisation de libération de la Palestine — OLP — de « l'État juif », le maintien de la vallée du Jourdain sous contrôle israélien, etc.). Pour autant, contrairement au Parti républicain, dont la plateforme électorale se distancie de la position traditionnelle de Washington sur l'issue du conflit — « *deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité* »⁷ —, Hillary Clinton n'en a jamais dérogé, même si, au début du premier mandat d'Obama, elle s'est distancée de l'initiative qu'il avait lancée pour relancer le processus de paix (la mission de l'envoyé George Mitchell), au motif qu'elle exigeait comme préalable la cessation par Israël de la colonisation des territoires palestiniens, une condition qu'elle savait « *inacceptable* » par Israël. La mission Mitchell capota.

La classe politique et l'électorat israélien préféreraient n'importe quel président républicain à Hillary Clinton. Mais s'il doit être démocrate, alors Hillary, de tous, fera le mieux l'affaire. Tel est le sentiment général à Jérusalem. Les dirigeants israéliens manifestent cependant quelques inquiétudes devant une évolution à leurs yeux alarmante : la montée, au sein des jeunes démocrates et de la frange de gauche du parti, d'une hostilité de plus en plus avérée envers la politique menée par Israël à l'égard des Palestiniens. Selon une récente étude du [Pew Research Center](#), 55 % des « *démocrates progressistes* » (« *liberal democrats* ») manifestent aux États-Unis plus de sympathie pour la cause palestinienne que pour Israël. C'est là une évolution notoire, d'autant que l'on compte une importante proportion de juifs parmi eux. Aux yeux de ces progressistes — dont son adversaire des primaires démocrates Bernie Sanders a montré qu'ils pesaient plus qu'on ne l'estimait initialement — Clinton devra, pour le moins, s'engager plus fermement encore que ne le fit Obama en faveur des Palestiniens. Un obstacle interne mineur pour une Clinton présidente, mais qu'elle ne pourra pas délibérément ignorer.

Comme pour démontrer que le « *classicisme* » domine toute sa campagne, Hillary Clinton a choisi pour colistier un homme totalement *mainstream*, représentant du courant dominant de la politique américaine. Elle pouvait désigner un noir ou un hispanique pour mieux séduire les minorités ethnoraciales. Ou surprendre par un choix qui lui aurait rallié le vote des jeunes, où son image apparaît dégradée. Elle a opté pour le sénateur de Virginie Tim Kaine, un « *vétéran* » de la politique américaine, membre de la commission des affaires extérieures du Sénat, « *un centriste qui ne va pas séduire ceux qui ont voté pour Sanders* »⁸ (son adversaire de gauche des primaires démocrates), note *The Forward*, le journal juif progressiste de New York. Kaine est aussi un « *ami d'Israël* » notoire. Cependant, il a fait partie des élus démocrates qui ont refusé de venir au Congrès lorsque Benjamin

Nétanyahou, à l'invitation des républicains, y avait prononcé le 3 mars 2015 son fameux discours-provocation contre Obama [sur la signature d'un accord avec l'Iran](#). Un accord dont Kaine a été un partisan farouche dès le premier jour. Cela constitue indubitablement un point noir aux yeux des Israéliens... comme des Saoudiens.

[Sylvain Cypel](#)

¹Cité par James Traub, « The Hillary Clinton's Doctrine », *Foreign Policy*, 6 novembre 2015.

²Selon la péréquation effectuée par le site [Real Clear Politics](#) entre la quasi-totalité des sondages aux États-Unis, Hillary Clinton devance son adversaire Donald Trump sans interruption depuis le début 2016, avec entre 2 et 11,2 points de plus (hormis une seule semaine, fin mai, où Trump la devançait de 0,2 point). Le 19 juillet, l'avance de Clinton atteignait en moyenne 2,7 points.

³Jeffrey Sachs, « [Clinton Speech Shows That only Saunders Is fit for the Presidency](#) », *Huffington Post*, 6 juin 2006.

⁴« [Will Hillary Clinton Lead us Into Another War in the Middle East ?](#) », *Huffington Post*, 3 avril 2016.

⁵Cité par Reza Marashi, « [The Middle East is Changing. Hillary Clinton's Policy Isn't](#) », *Huffington Post*, 30 novembre 2015.

⁶Joyce Karam, « [What a Hillary Clinton nomination means for the Middle-East](#) », *Al-Arabiya*, 7 juin 2016.

⁷La plateforme républicaine adoptée pour la campagne de Donald Trump dit désormais : « *Nous soutenons le droit d'Israël à exister comme État juif dans des frontières sûres et défendables, et nous envisageons deux États démocratiques : Israël avec Jérusalem pour capitale, et la Palestine* ».

⁸Nathan Guttman, « [Tim Kaine, Clinton's Pick for Vice-President, Is a pro-Israel Centrist](#) », *forward.com*, 22 juillet 2016.